

Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

Date de la contribution : 16/09/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Défavorable

Commentaire :

Opale EN n'est pas favorable au critère technico-économique « critère I/V élargi » proposé par la CRE.

Le champ d'application du décret n° 2019-665 porte sur les travaux de renforcement des réseaux en vue de mettre en œuvre le droit d'injection instauré par la loi EGalim. Lorsque le coût de tous les investissements du réseau associé est pris en compte afin d'évaluer la pertinence économique des travaux de renforcement, la réussite de certains projets de renforcement peut se voir diminuée du fait d'investissements externes au renforcement.

En outre, la proposition de la CRE propose de prendre en compte les investissements externes afin d'évaluer la pertinence économique d'un projet, sans pour autant augmenter en conséquence le plafond du ratio technico-économique prévu à l'article 1 de l'arrêté du 28 juin 2019 définissant les modalités d'application de la section 6 du chapitre III du titre V du livre IV du code de l'énergie.

Le « critère I/V élargi » rend plus attractif le ratio technico-économique des projets de renforcement dans des réseaux ne nécessitant pas d'autres investissements. Or, c'est précisément les réseaux qui n'ont pas fait l'objet d'investissements récents qui ont le plus besoin de travaux de renforcement.

Le « critère I/V élargi » risque de créer un déséquilibre entre les réseaux les plus performants, qui recevraient davantage d'investissements via le renforcement, et le reste de réseaux du territoire métropolitain nécessitant d'autant plus cet investissement.

Le « critère I/V élargi » avait déjà été proposé par la CRE lors de la délibération du 18 avril 2019 portant avis sur le projet de décret relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel nécessaires pour permettre l'injection du biogaz produit et le projet d'arrêté définissant les modalités d'application de la section 6 du chapitre III du titre V du livre IV du code de l'énergie. Ce critère n'avait pas été retenu par le Ministère de la transition écologique et solidaire dans la rédaction finale du décret.

Le ratio technico-économique qui a pour mission d'évaluer les projets de renforcement doit demeurer inchangé et ne prendre en compte que le quotient des coûts d'investissement de renforcement nécessaire au raccordement des projets. Ceci, dans un souci de cohérence du dispositif relatif au renforcement des réseaux dans un contexte juridico-politique très ambitieux pour l'avenir du biogaz, mais également dans un esprit d'égalité territoriale.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Favorable

Question 3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Opale EN serait favorable au format du livrable, dans la mesure où le « critère I/V élargi » est exclu de la méthode

d'évaluation de la pertinence économique du renforcement sur un réseau (cf. réponse à la Q1).

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Opale EN serait favorable au calendrier et fréquence d'actualisation, dans la mesure où l'utilisation du "critère I/V élargi" est exclue.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Les maillages doivent aussi être intégrés dans l'exercice semestriel d'approbation, tout comme les rebours. Malgré que les maillages fassent partie effective du schéma de raccordement, une fréquence de validation plus longue que semestrielle retarderait de manière excessive et injustifiée l'avancée des projets de production et injection de biométhane.

Concernant le montant du programme d'investissement fixé à 0,4% des recettes annuelles des tarifs d'utilisation du réseau de distribution sur la concession ou la zone de desserte, Opale EN exprime son avis dans le sens où ces montants paraissent très faibles au regard du nombre de projets en développement, aux travaux à réaliser et les ambitions françaises en matière de biogaz.

Opale EN propose d'augmenter les recettes allouées au programme d'investissement dans le renforcement, quitte à ce montant soit dégressif dans le temps, dans la mesure où le nombre de projets sera davantage stabilisé.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Favorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Opale EN est favorable au principe de mutualisation de coût de certains ouvrages au moment du raccordement.

En revanche, la mise en place d'un système de quote-part mérite le lancement d'un group de travail à cet effet en concertation avec toutes les parties prenantes.

Précisément, le calcul de la quote-part entend limiter le niveau du risque porté par le tarif en cas de défaillance de projets après réalisation de l'ouvrage mais ne mentionne pas le risque lié à la baisse de consommation sur une maille donnée par rapport à l'actuel (e.g. baisse du nombre de consommateurs ou d'un gros consommateur par exemple).

Question 8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Défavorable

Commentaire :

Opale EN n'est pas favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE dans la mesure où ils ne sont pas assez explicites ni justifiés. Le lecteur n'est pas en mesure de connaître les éléments ou critères sur lesquels s'est basée la CRE pour déterminer ces chiffres.

Concrètement, la proportion 1/3 proposée peut être très inégalitaire selon les endroits d'implantation des projets et de leur taille.

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 10 : Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Commentaire :

Encore une fois de plus, il est proposé d'alourdir les tarifs d'accès au réseau sans que pour autant le montant des recettes destinées à financer les travaux de renforcement soit augmentée en conséquence. Le droit d'injection instauré par la loi EGalim devient un droit marchand, seulement accessible aux projets qui pourront payer ce droit.

Dans ce sens, les projets agricoles collectifs ancrés dans le territoire peuvent être lourdement dévastés par une telle mesure. Ce système risque de dissuader de nombreux projets à venir, cela au risque de ne pas atteindre les objectifs nationaux et européens en matière de biogaz.

Opale EN est d'accord sur le fait qu'il faut envoyer un signal-prix sur le marché pour optimiser le raccordement des nouvelles installations. En revanche, ce signal prix est d'ores et déjà envoyé par le biais du prix de raccordement (voire la quote-part si le projet aboutit). La proposition de timbre d'injection est redondante par rapport aux mesures déjà mises en place.

Pour ces raisons, Opale EN s'oppose à l'introduction d'un timbre d'injection dans les tarifs, notamment ARTD.

Question 11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Non

Commentaire :

Opale EN n'est pas favorable à ces modalités de calcul dans la mesure où elle s'oppose à l'introduction d'un timbre d'injection.